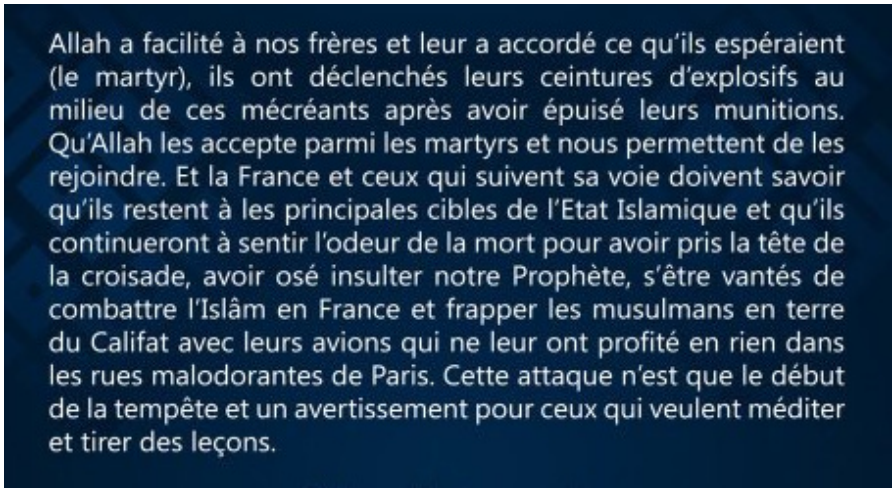
Attentats de Paris: après le temps des larmes

La BRI près du Bataclan le 13 novembre 2015. Kamil Zihnioglu/AP/SIPA

Vendredi 13 novembre 2015, la France métropolitaine a subi l'attaque terroriste la plus meurtrière de son histoire, avec 130 morts et 351 blessés à l'heure où ces lignes sont écrites. Ont été visés la salle de spectacle du Bataclan, des cafés, et le Stade de France où se jouait un match amical entre les équipes de France et d'Allemagne de football en présence du président de la République… Les assaillants ont conduit leur opération selon un scénario redouté, envisagé par les services de sécurité, mais inédit dans l'Hexagone: des actions simultanées, en divers endroits de Paris, visant à tuer le plus de monde possible. A l'arme automatique pour commencer. Puis par l'action suicide pour finir, au moyen de gilets explosifs chargés de TATP (1). L'organisation Etat Islamique (EI) a revendiqué l'opération.


Allah a facilité à nos frères et leur a accordé ce qu'ils espéraient (le martyr), ils ont déclenchés leurs ceintures d'explosifs au milieu de ces mécréants après avoir épuisé leurs munitions. Qu'Allah les accepte parmi les martyrs et nous permettent de les rejoindre. Et la France et ceux qui suivent sa voie doivent savoir qu'ils restent à les principales cibles de l'Etat Islamique et qu'ils continueront à sentir l'odeur de la mort pour avoir pris la tête de la croisade, avoir osé insulter notre Prophète, s'être vantés de combattre l'Islâm en France et frapper les musulmans en terre du Califat avec leurs avions qui ne leur ont profité en rien dans les rues malodorantes de Paris. Cette attaque n'est que le début de la tempête et un avertissement pour ceux qui veulent méditer et tirer des leçons.

Extrait de la revendication en français émise par l'EI le 14 novembre 2015

Le caractère extrêmement choquant des faits suscite évidemment l'effroi à très grande échelle. Le deuil nécessite du temps, mais la société française a-t-elle, justement, le temps de s'y consacrer entièrement? Sans doute pas. Ces attaques concrétisent une problématique sécuritaire à tel point majeure qu'il ne sera jamais trop tôt pour chercher à en comprendre les ressorts profonds, et à identifier les moyens d'y faire face. Or, l'urgence tend à gâter la réflexion… Dès le 16 novembre, soit trois jours après le drame, François Hollande s'est exprimé devant le parlement réuni en congrès pour évoquer des adaptations structurelles et institutionnelles en vue de faire face à la menace. Le mot « guerre » a très clairement été utilisé pour définir ce qui se passe. Si l'unité face à l'adversité est nécessaire, le maintien en état d'éveil du sens critique reste un fondement essentiel de la citoyenneté. Qu'il nous soit donc permis ici de réfléchir un peu à quelques données du problème. Car après le temps des larmes vient celui des réflexions qui conditionnent l'avenir.

Balisage sémantique et

conceptuel

Du terrorisme

Tout d'abord, tentons de définir le mot « terrorisme », que l'on entend désormais à longueur de journée. Le terme découle de la période sanglante de la Révolution française nommée « la Terreur ». Ainsi le dictionnaire Littré, consultable en ligne, définit-il le mot « terrorisme » comme suit : *système de la terreur, pendant la Révolution française.* Le terme « terroriste », lui, est donc logiquement défini comme *partisan, agent du système de la terreur.* Le terrorisme puise donc ses sources dans cet épisode de l'histoire qui fut une rencontre organisée, systémique, à grande échelle et loin du champ de bataille, entre la politique et la violence. Beaucoup plus près de nous, la politologue Louise Richardson voit dans le terrorisme une *violence dirigée contre des non-combattants ou des cibles symboliques, afin de communiquer un message à une plus large audience. La caractéristique clé du terrorisme est le fait de viser délibérément des innocents pour transmettre un message à une tierce partie* (2). Selon Tamar Meisels, également politologue contemporaine, le terrorisme est *l'assassinat au hasard de non-combattants sans défense dans l'intention d'inspirer la peur du danger de mort parmi une population civile, en tant que stratégie visant à faire progresser des fins politiques* (3). En somme, l'on converge sur l'idée qu'il s'agit de frapper des non-combattants pour générer de l'effet politique en employant la terreur comme bras de levier. De tout cela, il faut, je crois, déduire que le terrorisme n'est pas une opinion politique, ni un jugement de valeur. Le terrorisme est un moyen, un outil que, parmi d'autres modes d'action, l'on oriente vers un but. Un but de nature politique. **Synthèse: ceux qui ont déchaîné toute cette violence dans Paris l'ont fait pour atteindre des buts politiques.**

De la guerre

« Guerre » est un autre terme largement employé ces jours-ci, et dont la portée doit être clairement comprise si l'on se prétend citoyen d'une démocratie. Ce cher et vieux dictionnaire Littré nous propose la définition suivante du mot « guerre »: *la voie des armes employée de peuple à peuple, de prince à prince, pour vider un différend.* Quelle est la nature des différends opposant les peuples et/ou leurs dirigeants? Politique, sans nul doute. Qu'il s'agisse du tracé d'une frontière, de la captation d'une ressource, de la promotion d'un système de gouvernance… c'est quand le différend politique bute sur l'intransigeance – contrainte ou délibérée – d'une des parties que la confrontation des volontés change de registre et devient violente. Ainsi Carl Von Clausewitz prêtait-il, dans son célèbre « De la Guerre », deux principes fondamentaux au concept:

- *« La guerre n'est rien d'autre qu'un combat singulier à grande échelle ».*
- La guerre est *« un acte de violence dont l'objet est de contraindre l'adversaire à se plier à notre volonté ».*

Synthèse: la guerre implique qu'au moins deux groupes sociaux rassemblant, chacun, de nombreux individus, recourent à la violence afin de plier la partie adverse aux exigences qu'elle rejette. C'est **la confrontation violente de volontés politiques.**

Sommes-nous en guerre?

On entend ici et là que nous ne serions pas en guerre, que le terme serait exagéré. C'est oublier quelques faits indiscutables. Premièrement, la France bombarde l'EI, à la fois en Irak et, plus récemment, en Syrie. Deuxièmement, l'EI a décapité un otage français en septembre 2014, et revendiqué des actes de terrorisme en territoire français – depuis les

actions d'Amedy Coulibaly en janvier 2015 jusqu'aux récentes attaques du 13 novembre à Paris. Les bombardements aériens font partie des moyens dédiés à la conduite de la guerre. Si l'on s'entend sur les définitions respectives de la guerre et du terrorisme énoncées ci-dessus, le terrorisme est, lui aussi, un outil déployé lors de la confrontation violente de volontés politiques. Un outil de guerre. C'est donc bien une guerre qui sert de cadre aux échanges de coups entre la France et l'EI.

Les enjeux du « front intérieur »

Principes stratégiques guidant l'EI dans l'emploi du terrorisme

C'est bien à l'expansion d'un front intérieur que l'on assiste. Le conflit ne se restreint pas aux terres de jihad au Moyen-Orient ou en Afrique. Au contraire, plusieurs fois, crescendo, le cœur de territoires occidentaux a été visé et continuera sans doute à l'être. Quels effets l'EI entend-il produire à travers des actions comme les attentats de Paris? J'ai, sur Kurultay.fr, publié le 21 février 2015 un article relatant ma lecture de l'un des traités qui structurent la pensée stratégique jihadiste: le Management de la Sauvagerie. On y retrouvera sans mal les principes généraux auxquels s'arriment ces opérations:

- Doctrine « faire payer le prix », déclinaison stratégique du talion.
- Provocation pour induire un engagement militaire maximal des occidentaux, idéalement au sol, afin de leur infliger des pertes humaines et financières jusqu'à les faire partir et ainsi se prévaloir de les avoir vaincus

(paradigme du jihad anti-URSS en Afghanistan).

- Projection d’une image dégradée de l’ennemi, vulnérable et apeuré sur son propre territoire.

Couverture du n°12 de Dabiq, le magazine en ligne de l’EI. Le titre de cette édition, mentionné en bas de page, dénote le caractère assumé du terrorisme pour l’EI. La couverture entend projeter l’image d’une France frappée au cœur, traumatisée, vulnérable.

Plus dans le détail, chaque type de société présentant des caractéristiques qui lui sont propres, les concepteurs d’attaques terroristes s’adaptent, et l’EI ne fait pas exception. Cette adaptation concerne le choix des cibles en fonction de leur vulnérabilité, mais aussi des effets

escomptés. Les effets de l’acte terroriste sont à double sens: ils s’exercent sur l’ennemi visé, mais aussi sur les partisans et prospects de l’organisation qui en est à l’origine, auprès de qui le terrorisme a vocation à promouvoir ses commanditaires.

Effets directs recherchés via l’acte terroriste

Pour « faire payer le prix », provoquer les occidentaux, projeter l’image d’un ennemi vulnérable et faire la promotion de l’EI auprès de ses sympathisants et prospects, il est nécessaire que l’acte terroriste ait des effets sur la communauté visée et sa manière d’exister. La désertion durable des lieux publics, l’annulation des manifestations culturelles et sportives à forte fréquentation, ou encore le déploiement massif et très visible de militaires au cœur des grandes agglomérations seraient autant de symptômes permettant à l’EI de démontrer, via ses outils de communication, qu’il a marqué des points et porté la guerre au cœur de l’ennemi. Des changements institutionnels profonds intervenant directement à la suite des attentats autoriseraient l’EI à proclamer qu’il en est à l’origine, prouvant à ses partisans et prospects qu’il est capable de porter atteinte aux institutions de ses ennemis. Des actes de violence vengeresse, voire des pressions institutionnelles, à l’encontre de musulmans non impliqués dans les attentats, permettraient à l’EI d’accroitre son audience auprès d’eux en campant le rôle du défenseur des musulmans face à « l’oppresseur républicain laïc ». En somme, la terreur étant de nature compulsive, elle est susceptible d’induire toutes sortes de réactions également compulsives, irréfléchies, contreproductives, que le commanditaire de l’acte terroriste est susceptible de désirer et d’exploiter pour, à terme, fragiliser la société à laquelle il s’attaque et la pousser à la crise de nerfs. Or, dans les sociétés démocratiques en l’an 2015, l’échelon politique présente, même

en temps normal, quelques signes objectifs d'obsession électorale. Et si d'aventure, chers lecteurs, vous avez oublié **ce que les attentats de Madrid (4) du 11 mars 2004 ont coûté à la majorité parlementaire et gouvernementale de José María Aznar**, soyez assurés que chaque responsable politique occidental de haut niveau en garde un souvenir tout à fait ému.

Contre-mesures

La force principale à laquelle se heurte le terrorisme est la résilience, c'est à dire la *capacité pour un corps, un organisme, une organisation ou un système quelconque à retrouver ses propriétés initiales après une altération* (5). La résilience communautaire est une caractéristique politique propre à un groupe social. Elle se fonde sur un système de valeurs, s'entretient, s'optimise et se pilote par les voies politiques et / ou spirituelles. Un des exemples emblématiques de résilience communautaire face à la terreur fut le *blitz* : la campagne de bombardement stratégique allemande sur le Royaume Uni entre le 7 septembre 1940 et le 21 mai 1941 dans le cadre de la *bataille d'Angleterre*. Les raids aériens sur Londres, Coventry, Plymouth, Birmingham, Liverpool, Cantorbéry, Exeter et Great Yarmouth tuèrent 14 621 civils, en blessèrent 20 292, et provoquèrent le déplacement de 3,7 millions d'autres sans que l'échelon politique britannique fléchisse dans sa détermination à faire la guerre, sans que la population fasse pression sur lui pour le faire fléchir, alors que la Grande Bretagne était pratiquement seule face à l'alliance germano-italienne. Certains puissants moteurs de la résilience furent:

- L'adaptation fonctionnelle de la population sous l'impulsion des pouvoirs publics : défense passive (système, impliquant des volontaires civils, allant de l'alerte à l'organisation des secours en passant par l'orientation des personnes vers des abris, souvent

improvisés, à l'approche des bombardiers), acceptation des adaptations nécessaires au maintien de la production et des services publics fondamentaux, réceptivité à la communication officielle.

- L'aptitude de l'outil de défense à contrer efficacement l'ennemi, tant via des vertus morales que des qualités tactiques et technologiques. On ne peut, à ce stade, faire abstraction de l'action des instances étatiques consistant à mettre en valeur, à travers le lien armées – nation, les succès des militaires tout en atténuant la portée médiatique négative de leurs difficultés et de leurs pertes. La confiance d'une société en ceux qui la défendent encourage la résilience.
- L'impulsion par l'exécutif d'une politique globale organisant **dans les faits** la stratégie britannique en faveur d'un état final recherché clair, ambitieux et partagé avec la population: la réduction à tout prix de l'Allemagne nazie et de l'alliance qu'elle pilotait. Une société orientée vers un but optimise sa résilience.

La résilience de la France suite aux attentats du 13 novembre 2015 s'est révélée à travers la qualité de ses services de secours et de santé, l'efficience remarquable de ses services de police spécialisés face aux assaillants, tant dans la salle du Bataclan que lors de l'assaut de Saint Denis ou dans la conduite de l'enquête, et l'aptitude d'une vaste majorité de la population à vaincre la panique, à reprendre progressivement ses habitudes tout en restant digne et en s'abstenant de violences aveugles et contreproductives – quoiqu'on ne soit jamais à l'abri de quelques exceptions, toujours de trop… Mais d'autres items laissent songeur. Que dire de l'exhumation à la hâte d'une révision constitutionnelle proposée par Edouard Balladur en 2007, au terme du travail de la commission qu'il présidait, visant à dépoussiérer les conditions d'application de l'état d'urgence? Comment ne pas y voir le rattrapage en voltige de huit ans de somnolence coupable au fil de deux mandats présidentiels et

deux législatures? Reste que la réforme se fait en réaction, dans l'urgence, immédiatement à la suite des attentats. L'EI peut désormais se vanter d'avoir induit directement un changement institutionnel en France. Mal joué, Marianne… Que penser en apprenant que des auteurs des attentats du 13 novembre 2015 étaient connus des services belges mais pas de leurs homologues français? A l'heure où l'euro-scepticisme progresse, que dire à une population attaquée sur ses terres quand on n'a pas été capable de s'entendre, à propos de sa sauvegarde, même avec un pays européen limitrophe? Arrêtons là l'énumération de questions trop nombreuses pour figurer ici mais posons tout de même celle-ci: est-on capable, en France, de faire mieux qu'une mouture locale du Patriot Act américain, dont on ne peut pas dire qu'il ait brillé par des résultats remarquables? **La résilience s'inscrit dans le cadre stratégique. La France a-t-elle une stratégie?**

1940: des Londoniens se rendent au travail entre deux raids aériens allemands massifs. La résilience à l'œuvre.

Quid de cette guerre, au-delà de nos frontières?

Nous sommes donc en guerre et il était plus que temps de se l'avouer. La guerre est un chantier complexe, et comme tout chantier, elle doit s'appuyer sur un état final recherché (EFR). L'EFR, c'est ce qui permet de déterminer, au bout du compte, si l'on a réussi ou non ce que l'on a entrepris. C'est également ce qui permet de mesurer en chemin ce que l'on a accompli et ce qu'il reste à faire. Par exemple, l'EFR fondateur de la guerre britannique aux îles Malouines en 1982 était, en somme: « retour à l'état antérieur, et respect effectif renforcé de la souveraineté britannique sur la zone ». L'évaluation du déroulement du conflit devenait ainsi possible, et piloter une démarche – guerre ou autre – est tout de même plus aisé quand on sait ce que l'on veut et où l'on en est. Or, comme ce fut le cas lors de la guerre en Afghanistan consécutive aux attentats du 11 septembre 2001, l'EFR est absent du discours des décideurs occidentaux, y compris français. C'est fâcheux. Car le succès se mesurant par rapport à l'EFR, sans EFR, pas de victoire possible. Les frappes aériennes ne sont pas une fin en soi, elles sont un outil. Au service de l'EFR. Quand il y en a un…

Depuis la reprise de leurs activités militaires en Irak en 2014 jusqu'à ce funeste 13 novembre 2015, les Etats-Unis ont un peu donné l'impression de se contenter d'un chaos d'où n'émergeait aucune puissance dominante susceptible de leur poser un vrai problème existentiel (4). Et les puissances telles la France ou la Grande Bretagne, par exemple, ont semblé tenter d'exister à travers quelques spécificités tout en suivant un peu à tâtons l'allié américain. Les causes de fond d'un EI enkysté ne semblent guère traitées. En Irak, par exemple, l'armée nationale peine à se construire. Et c'est bien normal vu le contexte. Les milices confessionnelles en

plein boom, inféodées à des puissances voisines, ont beaucoup plus vocation à servir la prospérité de leurs chefs que la raison d'Etat, lequel Etat est gangréné par un degré de corruption à peine imaginable. Pas évident d'envisager *la mort comme hypothèse de travail* (6) pour des soldats à qui leur employeur n'inspire qu'une estime toute relative. Quand l'eau courante et l'électricité ne fonctionnent que par accident, de même que l'ensemble des services publics, et quand les seigneurs de guerre combattant au profit de Bagdad se livrent à des exactions valant peu ou prou celles que l'on reproche à l'EI, certaines populations sunnites en viennent à considérer que vivre sous la domination de l'EI peut finalement leur procurer certains avantages. Notons que parmi l'abondante propagande de cette organisation, le développement des services publics et des infrastructures civiles occupe une place considérable. Pour mettre à mal une telle organisation, il faut emporter un minimum d'adhésion de la part des populations. Que fait-on en la matière? Mystère… Par ailleurs, les frontières, issues du partage des territoires après la dislocation de l'empire Ottoman, font cohabiter des communautés entre lesquelles des antagonismes majeurs ne font que s'amplifier. Que fait-on? Pas grand-chose. D'ailleurs, le maintien des frontières en leur état antérieur au printemps arabe semble être le seul semblant d'EFR transparaissant dans les discours de tous les Etats impliqués. Enfin, reste le cas Bachar al-Assad. Son régime favorisa la circulation de jihadistes en direction de l'Irak occupé par les Américains. Quand l'insurrection de 2011 s'amplifia, se nourrissant pour bonne part de la surréaction militaire et policière, de nombreux prisonniers jihadistes furent libérés de la prison syrienne de Sednaya, sans doute délibérément à des fins de déstabilisation. On entend aujourd'hui qu'il faudrait s'allier avec Assad pour vaincre l'EI. S'allier avec une cause pour détruire ses conséquences. Se mettre à fumer pour vaincre le cancer du poumon… Et pourtant, quand on prétend resserrer la coopération en Syrie avec la Russie, alors même que la Russie se bat pour préserver le régime syrien, n'est-ce pas là que

l’on va, au nom de pseudo-évidences sur le très court terme? Par ailleurs, ces années où l’on s’est privé de pratiquement tout dialogue avec le régime syrien posent question à l’observateur un tant soit peu objectif. Car si l’on part du principe que l’on ne doit dialoguer qu’avec ses amis et ses alliés, à quoi sert la diplomatie? **La stratégie s’inscrit dans le cadre politique. La France a-t-elle une politique au Moyen Orient et en Afrique?**

Certains ne manqueront pas de remarquer que le présent article ne livre pas de recette, de plan de bataille, de trame stratégique. Non, il vient juste là pour poser quelques questions. Car faute de se poser les bonnes questions, on n’est pas près de trouver les bonnes réponses. Et c’est bien dommage car la cadence à laquelle les têtes tombent jusque dans Paris tend à s’accélérer dangereusement.

Jean-Marc LAFON

(1) TATP: peroxyde d’acétone. Explosif produit artisanalement, puissant mais instable, utilisés dans certains engins explosifs improvisés et attributs dédiés aux attentats suicide.

(2) *« Terrorists as Transnational Actors », Terrorism and Political Violence* par Louise Richardson,

(3) *The trouble with terror: the apologetics of terrorism – a refutation* par Tamar Meisels

(4) Le 11 mars 2004 au matin, trois jours avant les élections générales espagnoles, une cellule islamiste locale commettait une série d’attentats à la bombe contre des trains de banlieue madrilènes, tuant 191 personnes et en blessant 1858. José María Aznar, qui espérait être réélu malgré son impopulaire soutien à la guerre en Irak, imputa les attentats à l’ETA et fut battu aux élections, soupçonné d’avoir voulu manipuler l’opinion.

(5) *The Influence of Relational Competencies on Supply Chain Resilience: A Relational View* par A. Wieland et C.M. Wallenburg, International Journal of Physical Distribution & Logistics Management

(6) *Sous le feu : La mort comme hypothèse de travail,* par Michel Goya, éditions Tallandier